

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Ecoles annexes Charles Daviler et Pauline Kergomard Transfert de propriété à la Ville de Montpellier

Jean-Louis GELY rapporte :

Le Département de l'Hérault est propriétaire des emprises des écoles annexes Pauline Kergomard (école maternelle) et Charles Daviler (école élémentaire), situées avenue du Colonel Marchand et cadastrées BS 55 et 497, d'une contenance de 6 363 m², et d'une surface bâtie d'environ 2 560 m², consistant, outre les extérieurs, en salles de classe, bureaux, locaux techniques et locaux d'habitation.

Ces écoles sont gérées jusqu'à ce jour sous statut particulier par l'Université Montpellier II.

Le 27 février 2012, le Conseil d'administration de l'Université Montpellier II a adopté une délibération en vue de la désannexion de ces écoles. Le Conseil départemental de l'Education nationale a rendu un avis favorable lors de sa séance du 11 juin 2013.

Dans le cadre de ce projet de désannexion, l'Université Montpellier II et l'Etat sollicitent également le transfert de la propriété de ces écoles du Département au profit de la Ville de Montpellier, ce que le Département accepte suivant délibération de l'Assemblée départementale prévue le 18 novembre 2013.

En conséquence, il est envisagé la cession à titre gratuit de ces propriétés, dans le cadre d'un transfert de domaine public à domaine public et sans déclassement préalable, celles-ci restant affectées au service public de l'enseignement, conformément à l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, et sous les conditions suivantes proposées par le Département:

- que ces biens restent affectés au domaine public communal pendant une durée minimale de 15 ans, le Département étant titulaire à défaut d'un droit de retour des biens dans son patrimoine,
- qu'au-delà de ce délai, le Département bénéficie le cas échéant d'un pacte de préférence en cas de revente par la Ville, le pacte de préférence engageant la Ville à solliciter le Département en priorité mais aux mêmes conditions que la vente potentielle à un tiers.

Cette cession sera régularisée par acte administratif de vente rédigé par les services du Département.

Toutefois, bien que le Département et la Ville valident par leurs délibérations concordantes le principe du transfert de propriété et ses conditions, la régularisation de l'acte de cession ne sera opérée que lorsque les logements de fonction présents sur le site seront libérés de toute occupation par les services de l'Etat et/ou l'Université.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter le transfert de propriété des écoles Charles Daviler et Pauline Kergomard situées rue du Colonel Marchand et cadastrées BS 55 et 497 au profit de la Ville de Montpellier à titre gratuit, dans le cadre d'un transfert de domaine public à domaine public sans déclassement préalable, et sous condition que ces biens restent affectés au domaine public communal pendant une durée de 15 ans, la propriété des biens revenant au Département en cas de désaffectation,
- D'assortir cette cession à la Ville d'un pacte de préférence au profit du Département en cas de possibilité de désaffectation ultérieure et de revente du bien,
- De procéder à la régularisation de l'acte administratif de vente dès lors que les biens seront rendus libres de toute occupation privative des logements de fonction,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013